



NEWS

mensuel
Date: Décembre 1991
No. 169

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Joanna Piłarska
15, Drève des Aubépines, 1332 Genval, Belgium
tél. 02/652.12.20 fax 02/652.02.88 tlx 24464 sol bk b

SOLIDARNOŚĆ

Le Syndicat après les élections parlementaires

Les résultats des récentes élections parlementaires sont un exemple d'une apparente défaite qui en réalité est un succès. Usant de son droit de vote, le peuple a exprimé son soutien au NSZZ Solidarnosc comme à une véritable et efficace organisation syndicale plutôt qu'à un parti politique.

Les élections ont eu un impact positif dans un autre domaine de la vie du Syndicat. Elles l'ont libéré d'un lourd poids de différents attributs symboliques et mythiques. Durant des années, par le fait de constituer la plus grande (si pas la seule) force sociale dans le pays, le Syndicat était devenu "tout pour tout le monde". Il était dépositaire de tous les espoirs et de toutes les attentes sociales; il devenait en même temps le gouvernement, le mouvement social, le parti politique, le syndicat, le centre social local, l'institution de charité, le bureau de défense juridique etc. Cette situation pouvait seulement mener à une grande confusion et une inévitable déception car l'organisation devenait une entité amorphe chargée d'un grand nombre de rôles contradictoires qui n'ont jamais pu être réellement accomplis. Enfin, ce temps est révolu. Au terme des élections, NSZZ Solidarnosc a été mandaté de la fonction de syndicat avec comme tâche de sauvegarder les droits et les intérêts des travailleurs. Désormais ce sera sa raison d'être.

Naturellement, NSZZ Solidarnosc sera confronté à d'importants devoirs et problèmes; il devra essayer de retrouver son caractère d'une véritable organisation syndicale et re-définir ses relations avec les structures politiques du pays. Les interviews qui suivent, présentent le débat politique et social d'après les élections et, dans ce contexte, des nombreux défis à relever par NSZZ Solidarnosc.

Affirmation d'une identité syndicale

L'interview avec **Tomasz Zukowski**, spécialiste des problèmes syndicaux et d'analyses électorales.

Pourquoi Solidarnosc, comme syndicat, s'est décidé à participer aux élections parlementaires?

Il y a quelques mois à peine, Solidarnosc comme mouvement social, représentait la force politique majeure en Pologne. Cette situation commençait à changer avec l'apparition de nouveaux partis, avec la recherche de nouvelles formes d'action et de nouvelles places sur la scène politique. Jusqu'à ce moment, Solidarnosc faisait tout: menait une activité syndicale, organisait la défense des consommateurs, jouait le rôle d'un parti politique, et du pouvoir exécutif; il monopolisait l'ensemble des processus politiques. A présent c'est fini. A mon avis, il y a au moins deux motifs qui l'ont décidé: le sentiment de perte d'importance et d'influence chez les militants; la prise de conscience du Syndicat que les partis issus de son mouvement ne sont pas en mesure de défendre les intérêts des travailleurs. C'est pourquoi, NSZZ Solidarnosc a entrepris de former sa propre représentation parlementaire afin de pouvoir agir directement et efficacement.

Comment situer cette nouvelle position par rapport aux postulats du dernier Congrès prônant la dépolitisation et le retour aux activités purement syndicales?
C'est justement le processus en cours en ce moment.

On pourrait l'appeler "l'accouchement difficile d'une nouvelle formule". Alors que le problème: comment articuler les fonctions du pouvoir exécutif avec les fonctions syndicales ne se pose plus, paradoxalement, la nouvelle formule a vu le jour comme résultat d'une défaite électorale.

Ainsi, la "vox populi" a reconnu à NSZZ Solidarnosc uniquement le mandat du syndicat?

La société a refusé de reconnaître le changement de NSZZ Solidarnosc en une organisation politique. Par contre, le résultat des élections ne peut constituer une réponse relative à la reconnaissance de la politique du Syndicat par les travailleurs. Sans doute, le syndicat vit une profonde crise liée aux difficultés d'élaborer une nouvelle forme d'agir et à l'abandon des structures d'un vaste mouvement politique au pouvoir. Des racines de Solidarnosc sont issues de nouveaux partis, de nouveaux groupements, des nouvelles structures politiques.

D'après vous, la qualité de la campagne électorale a contribué à un taux d'abstentions élevé?

L'absentéisme électoral élevé a peu de rapport avec la campagne électorale (il était moins élevé que lors des élections précédentes); il résulte surtout d'une

grande fatigue et apathie. La société espérait (et les politiciens semblaient le confirmer) une rapide amélioration des conditions de vie après la disparition de l'ancien système. **La masse de gens est profondément déçue de voir ses attentes s'évanouir. D'autre part, elle ne trouve aucune structure politique digne de son appui.** On voit naître un refus généralisé du politique débordant la vie de tous les jours.

Comment réagissent les membres du Syndicat?

Il faut mentionner ici un autre facteur: NSZZ Solidarnosc s'est engagé dans une activité politique au détriment de l'activité spécifiquement syndicale. L'absence d'une définition précise de l'action a provoqué la séparation entre la base et les dirigeants. Les membres du Syndicat se sentent abandonnés et à la merci d'un vorace marché libre. Cela explique une campagne électorale sans envergure. On pourrait se demander qui devrait l'organiser, car elle n'intéressait même pas les organisations syndicales d'entreprise. Alors les résultats des élections confirment la thèse qui veut que les membres de la base de Solidarnosc sont indifférents si des représentants du Syndicat participent aux travaux du Parlement. Je crois, qu'aux yeux des gens, les attentes concernant le Parlement ne sont pas les mêmes qu'en ce qui concerne les syndicats. **Actuellement, la tâche principale de Solidarnosc sera de s'adapter le plus rapidement possible au rôle du syndicat.** Le verdict électoral n'a laissé aucun doute à ce sujet.

Quelles tâches doivent affronter les députés syndicalistes?

Ils devraient réaliser leurs promesses électorales et devenir un lobby parlementaire pour les ouvriers et les employés. Naturellement, chaque député doit être attentif aux problèmes sociaux les plus importants au plan général. La Diète ne représente pas uniquement l'équivalent de 460 intérêts particuliers. Le rôle du Parlement est de coordonner des travaux dans tous

Le fait qu'un Syndicat NSZZ Solidarność a présenté sa propre liste électorale et a obtenu une représentation parlementaire a créé une situation inhabituelle. Que cela signifie-t-il pour le Syndicat? Quelles implications politiques en découlent? Quels objectifs vont poursuivre les députés syndicaux?

Nous vivons encore dans une autre époque

L'interview avec le professeur August Chelkowski - liste électorale de NSZZ Solidarnosc, Président du Sénat dans le nouveau Parlement.

La coalition de cinq partis du centre-droit soutenait votre candidature en échange de l'appui du Cercle Parlementaire du Syndicat pour le prof. Chrzanowski (Président de la Diète). On pourrait interpréter ça comme un arrangement entre partis de la part de nos députés?

Je n'ai pas participé aux discussions et je ne voudrais pas me prononcer à ce sujet. C'est une question de discipline: j'ai été élu par un vote secret, alors j'ai accepté. Si nous parlons d'arrangements, nous devons

les domaines de la vie du pays et de concilier les intérêts de différents groupes. Il n'empêche, chaque député, jusqu'à un point, représente un groupe et un milieu. Les syndicalistes au Parlement devraient principalement - pas uniquement - s'occuper des intérêts des travailleurs.

Quel sera alors le rôle de NSZZ Solidarnosc comme partie intégrante d'un système politique?

Solidarnosc spécifiquement dans son rôle du syndicat, doit défendre les intérêts des travailleurs. Sans démagogie, naturellement. **Il devrait devenir aussi le partenaire pour le nouveau Gouvernement.**

Cela signifie un nécessaire équilibre entre confrontation et coopération des différentes tendances - chose introuvable par le passé...

Cela doit réussir maintenant. C'est indispensable. Alors, NSZZ Solidarnosc doit tenter à devenir une organisation qui, tout en aidant à bâtir le nouveau système, veille à représenter les intérêts des travailleurs. Il faut que les travailleurs s'identifient avec le Syndicat, qu'ils lui fassent confiance. Autrement, quelqu'un d'autre prendra sa place.

Peut-on risquer l'acceptation que la défaite électorale soit profitable à Solidarnosc comme syndicat?

Une représentation parlementaire si restreinte jouera le rôle de porte parole pour défendre ses intérêts, mais elle n'aura pas à prendre des responsabilités dans le domaine de la politique du Gouvernement. Cela donne un confort, mais est-il utile? Cela facilite la situation de Solidarnosc. L'ancien dilemme - qui est responsable de la politique gouvernementale - ne se pose plus. Le dilemme apparaît ailleurs: comment agir efficacement en tant que syndicat dans un contexte de groupes concurrentiels - en conservant la position de partenaire pour le Gouvernement dans le processus de réformes systémiques. C'est l'enjeu pour l'avenir et la condition d'être du Syndicat. ■

Ne craignez-vous pas voir apparaître des tentatives de faire éclater le Cercle Parlementaire de Solidarnosc, par le regain des ambitions individuelles?

Les choses de ce genre peuvent arriver toujours et

distinguer un accord concernant l'élection des leaders de deux Chambres et les problèmes de la politique future ou des relations avec le Gouvernement. Cela touche à la formation des structures parlementaires et ne signifie aucune obligation à l'avenir.

Les choses de ce genre peuvent arriver toujours et

partout. Ces tendances peuvent apparaître. Je suis résolument contre. Les différends entre les cercles seraient absurdes, et j'espère que cela ne se produira pas. Je ne crois pas à une menace pour la discipline du Cercle en ce qui concerne les matières fondamentales du programme de NSZZ Solidarnosc.

Avant les élections, les candidats de la liste électorale de Solidarnosc devaient signer des documents afin d'éviter une telle éventualité.

Oui, ils devaient déclarer ne pas avoir participé aux structures de l'ancien gouvernement communiste, ne pas avoir collaboré avec les Services de la Sécurité, ne pas devenir membres d'un parti politique ou participer aux luttes parlementaires entre les partis. Le Cercle de Solidarnosc constitue un cercle syndical caractéristique, peut-être à l'échelle européenne.

Quelle place devrait actuellement occuper NSZZ Solidarnosc sur la scène socio-politique?

Le programme de NSZZ Solidarnosc est un programme syndicaliste émanant de la Commission Nationale et des différentes Régions. Il constitue pour nous, les militants, un passage obligé, au sens moral, du moins. Comme Président du Sénat, je me vois dans l'obligation de mener les débats selon les règles de l'objectivité.

Que représente pour vous le port de l'insigne de Solidarnosc?

C'est un insigne du Cercle. Je me sens concerné par l'éthos de Solidarnosc. Il incarne pour moi l'idée d'un lien interpersonnel, d'un effort de bâtir un système de relations approuvé par tous, où chacun se sent un sujet et non pas un objet. Cela peut s'appliquer aux problèmes économiques. Dans de nombreux pays occidentaux on croit que la participation des travailleurs dans le processus de la gestion apporte des résultats bénéfiques pour l'économie.

Avec l'expérience du passé, par quels moyens envisagez-vous l'amélioration du fonctionnement du Sénat?
La structure du Sénat a changé. Le Sénat précédent était monolithique; aujourd'hui, on adapte les règles à la nouvelle situation. L'assemblée des Doyens a été élargie et se compose de représentants de huit Cercles. Je voudrait affiner certaines matières de procédure et perfectionner le niveau professionnel du Sénat. Je voudrais éviter l'élaboration d'actes législatifs à la hâte durant les sessions plénières, je préfère le travail en commissions, d'autant plus que le nombre accru de Cercles implique la polarisation des opinions. Pour le reste, on verra.

Quelles sont, à votre avis, les priorités dans le domaine de la législation?

La réforme de la Constitution. Nous devons créer les conditions pour l'existence d'un gouvernement

durable et fort, contrôlé mais libre d'agir.

Etes-vous pour les pouvoirs spéciaux accordés au Gouvernement?

Je suis plutôt pour des pouvoirs normaux. Aujourd'hui, le Gouvernement a besoin de plus de pouvoir vu la complexité des problèmes et la nécessité de décisions rapides. Je suis contre la "parlementocratie" qui aboutit à des effets paralysants. Nous avons le système de séparation des trois pouvoirs; une trop grande concentration du pouvoir entre les mains d'un seul n'est pas souhaitable. C'est un problème controversé. Trop de contrôle amène d'habitude des résultats négatifs. Le gouvernement pourrait réagir plus rapidement dans des nombreux cas; par exemple la corruption pourrait être plus vite stoppée si le Gouvernement disposait des compétences plus vastes.

Comment appréciez-vous le projet de loi contre la corruption?

Il faut être attentif aux lacunes ouvrant la voie, même dans des conditions de légalité, aux comportements non éthiques. Cette loi doit s'appliquer à tous: aux membres du Gouvernement et du Parlement. Il faut choisir entre une activité lucrative et la fonction publique. Nous connaissons une mauvaise tradition permettant de profiter de la fonction publique pour les avantages personnels.

Qu'est ce que la "dé-communisation" pour vous?

La dé-communisation signifie surtout le changement des mentalités. Sous plusieurs aspects, nous vivons encore dans une autre époque. Il est déplorable de voir comment les problèmes faciles à résoudre passent d'un bureaucrate à un autre. Les gens ont complètement perdu le sens de l'initiative personnelle. Le changement de mentalité est un processus de longue haleine. Il sera d'autant plus ardu que durant les vingt dernières années le pays a perdu des dizaines de milliers de jeunes intellectuels qui ont pris le chemin de l'émigration. Les mentalités doivent changer mais aussi les institutions. Cela signifie l'arrivée de nouvelles personnes mais cela ne doit pas devenir une lutte pour des places et des fonctions. Cette lutte existe toujours. Ailleurs, elle est plus cruelle, chez nous elle était cachée derrière les portes et les rideaux, c'est pourquoi elle nous rend plus sensibles. Il faut accepter les changements. Les priviléges doivent être mérités. ■

Les changements des responsables de NSZZ Solidarność

La Commission Nationale a désigné les nouveaux responsables du Syndicat :

Marian Krzaklewski

Président

Janusz Palubicki

1^{er} vice-Président

Barbara Niemiec

II^e vice-Président

En s'appuyant sur les résultats des travaux des Conseils Professionnels dans les pays de l'Europe Occidentale, présentés par Britta Tener de l'OIT, on a proposé un modèle limitant l'échelle et l'étendue du chômage. Le système est basé sur une coopération dynamique de toutes les parties concernées, les sans-emploi, les bureaux d'emploi, les institutions et les entreprises. Sont primés l'initiative individuelle et l'efficacité dans des recherches pour un nouveau travail.

Deux conditions sont nécessaires pour réussir: une information exacte, comme facteur de stabilisation et d'atténuation des tensions et une participation spontanée.

Le modèle prévoit le système d'un "avertissement précoce": le syndicat prévient le bureau d'emploi du licenciement collectif prévu six semaines avant la date, pour pouvoir organiser une "unité d'intervention rapide". Cette unité est composée d'un économiste, d'un juriste, d'un psychologue et d'un représentant du Bureau Régional du Travail. Avec l'accord de la direction de l'entreprise commence l'action par une analyse de la situation. Ensemble, la direction et l'équipe d'aide mutuelle de l'entreprise élaborent le plan d'une action commune.

Le spécialiste en économie définit la situation économique de la région, et fournit l'information sur d'autres emplois disponibles. Le juriste analyse la situation particulière des licenciés. Le psychologue est chargé de créer une ambiance favorable à l'atténuation des tensions, à l'adaptation à la nouvelle situation, à la recherche des possibilités de recyclage. Le représentant du Bureau du Travail informe sur les postes du travail disponibles ou sur les allocations à obtenir. Une grande souplesse et compétence sont nécessaires pour réussir les interventions de l'équipe en les adaptant aux situations particulières. Aucun

LE CHOMAGE - vu autrement

Enfin finies les impuissantes lamentations sur le sort des sans-emploi. Finies les interminables palabres sur le montant des allocations payées "in aeternam". Les groupes de formation réunis à Bialobrzegi (13-15 novembre) pour étudier les méthodes de licenciements collectifs dans des entreprises, ont soufflé une nouvelle énergie dans les structures (et les cervaux) sclérosées de notre bureaucratie.

leur intention a été rédigée une brochure: "Vademecum à la recherche d'un emploi". Son contenu dit clairement: si tu veux réellement trouver un emploi, tu le trouveras! Il faut avoir confiance en soi et de l'ambition. Le *Vademecum*, outre une dose d'optimisme, présente des méthodes de recherche d'un emploi, des tests et exercices pour mieux connaître ses propres objectifs et motivations. Il enseigne la manière de rédiger les annonces et comment s'en servir. C'est un appel à un effort personnel afin de trouver sa place dans la vie.

Les journées de formation à Bialobrzegi ont donné plus que des approches théoriques. Les participants divisés en groupes devaient résoudre des problèmes concrets. Les exercices basés sur les tests élaborés par la NASA permettaient de vérifier le degré d'efficacité et de la cohésion du groupe lors de la prise des décisions, la capacité individuelle des membres. Naturellement, ces nouvelles méthodes ne doivent pas réjouir de trop sérieux magistrats. Tant pis; il nous faut des idées nouvelles et des nouvelles personnes. Entretemps, 10% de la population active bénéficie des allocations de chômage ce qui, dans notre système, est particulièrement démoralisant. Ne serait-il pas possible de trouver du travail pour au moins une partie de ces 10%? Ce n'est un secret pour personne que les entrepreneurs privés à la recherche d'une main d'œuvre ne trouvent qu'une infime quantité de candidats. Que peut-on espérer dans cette situation? Les journées de formation à Bialobrzegi ouvrent une nouvelle perspective et offrent des possibilités non négligeables. ■

